

N° DP 24/582

DECISION DU PRESIDENT

AVENANT N° 1 AU CONTRAT DE SOUS-LOCATION SIGNE LE 31 MAI 2024 AVEC LA SOCIETE NAVIRIS FRANCE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

VU la délibération n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU la décision du Président n° 24/374 en date du 15 mai 2024 relative à la signature du contrat de sous-location accordé à la Société NAVIRIS France pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment du Technopôle de la Mer à OLLIOULES,

VU l'avenant n°1 au contrat de sous-location signé par la société NAVIRIS France, ci-annexé,

CONSIDERANT que le contrat de sous-location a été conclu avec la société NAVIRIS France dont le siège social est établi au Technopôle de la Mer, 199 avenue Pierre-Gilles de Gennes, 83190 OLLIOULES,

CONSIDERANT que lors de la rédaction du contrat de sous-location, une confusion a été commise entre les adresses de NAVIRIS France et celle de NAVIRIS S.P.A en Italie, et que l'adresse retenue par erreur est celle de la société implantée en Italie,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de rectifier cette erreur matérielle par avenant n°1 au contrat de sous-location signé le 31 mai 2024,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE REMPLACER l'adresse mentionnée en première page du contrat de sous-location signé le 31 mai 2024 par l'adresse du siège de NAVIRIS France, soit Technopôle de la Mer, 199 avenue Pierre-Gilles de Gennes, 83190 OLLIOULES.

ARTICLE 2

DE DIRE que les clauses et conditions du contrat initial signé le 31 mai 2024 avec la société NAVIRIS France demeurent applicable dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 3

DE SIGNER l'avenant n° 1 au contrat initial avec la société NAVIRIS France signé le 31 mai 2024.

La présente Décision sera

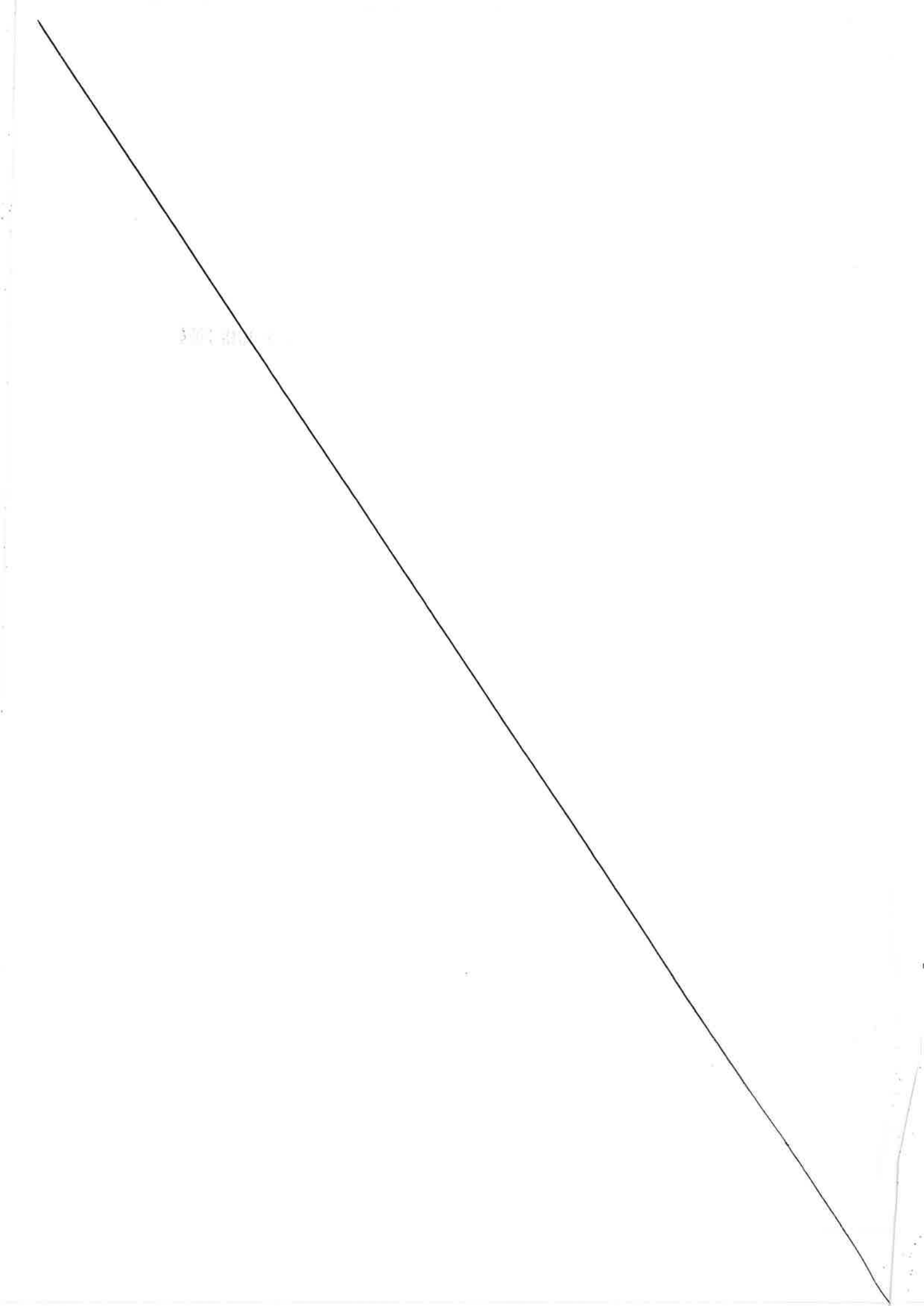
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **27 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**AVENANT N°1 AU CONTRAT DE SOUS-LOCATION SIGNE LE 31 MAI 2024
AVEC LA SOCIETE NAVIRIS FRANCE**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée dont le siège est situé à 83041 TOULON Cedex 9, 107 Bd Henri Fabre CS 30536,
Immatriculée sous le numéro de SIRET 248 300 543,

Dûment représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en qualité de Président de la Métropole, habilité à l'effet des présentes,

Et le Preneur au bail de location conclu avec la SCI CDC-ECUREUIL OLLIOULES, propriétaire et bailleur, des locaux du bâtiment de la Technopôle de la Mer.

**Ci-après dénommée "le locataire",
D'une part,**

La société par actions simplifiée NAVIRIS France immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 881 599 765 ayant son siège social Technopôle de la Mer, 199 avenue Pierre-Gilles de Gennes, 83190 OLLIOULES représentée par Monsieur Damien RABY, agissant en qualité de Président, habilité à l'effet des présentes.

**Ci-après dénommé "le sous-locataire",
D'autre part.**

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

La société NAVIRIS France, dont le siège social est établi Technopole de la Mer, 199 avenue Pierre-Gilles de Gennes, 83190 OLLIOULES, dispose d'un contrat de sous-location à compter du 1^{er} juin 2024 jusqu'au 30 juin 2025 pour l'occupation de locaux d'une superficie totale de 71,27 m2 situés au 1^{er} étage du bâtiment de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE du Technopôle de la Mer à OLLIOULES.

Lors de la rédaction du contrat de sous-location signé le 31 mai 2024, une confusion a été commise entre les adresses de NAVIRIS France et NAVIRIS S.p.A (Italie). L'adresse retenue par erreur et mentionnée dans le contrat de sous-location est celle de la Société NAVIRIS S.p.A en Italie, et non celle de NAVIRIS France à OLLIOULES.

Il convient donc de corriger cette erreur matérielle en prenant un avenant au contrat de sous-location signé le 31 mai 2024.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier l'adresse du siège social de la société NAVIRIS France mentionnée sur le contrat de sous-location signé le 31 mai 2024.

OBLIGATIONS DES PARTIES

Les parties conviennent d'acter cette modification à compter du 1^{er} juin 2024 jusqu'au terme du contrat, soit jusqu'au 30 juin 2025.

EFFET

Les clauses et conditions du contrat de sous-location initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ANNEXES

Sont joints au présent avenant :

- Le contrat initial (Annexe 1),
- L'extrait Kbis de la société NAVIRIS France (Annexe 2).

Fait à TOULON, le

En deux exemplaires originaux.

LE LOCATAIRE,

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

LE SOUS-LOCATAIRE,

La société NAVIRIS France
Le Président

Damien RABY



CONTRAT DE SOUS-LOCATION

Entre les soussignées :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée dont le siège est situé : 107 Bd Henri Fabre - CS 30536- 83 041 TOULON Cedex 9, Immatriculée sous le numéro de SIRET 248 300 543.

Dûment représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, agissant en qualité de Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, habilité à l'effet des présentes,

Et preneur au bail de location conclu avec La SCI CDC ECUREUIL OLLIOULES propriétaire et bailleur des locaux du bâtiment de la Technopôle de la Mer mis à la sous-location.

**Ci-après dénommée "le locataire",
D'une part,**

Et :

La société par actions simplifiée NAVIRIS France immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 881 599 765 ayant son siège social à Viale Brigata Bisagno 45/r 16129 GENES (Italie). dont le représentant est Monsieur Damien RABY, agissant en qualité de Président, habilité à l'effet des présentes.

**Ci-après dénommé "le sous-locataire",
D'autre part.**

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le locataire principal a signé un B.E.F.A. (Bail en l'état futur d'achèvement) signé le 12 juin 2015 avec le propriétaire-bailleur de l'ensemble immobilier sis au bâtiment de la Métropole Toulon Provence Méditerranée - 93 Forum Méditerranée - 83190 OLLIOULES, pour des locaux à usage de bureaux tels que désignés ci-après (« le contrat de location »).

Le B.E.F.A. est entré en vigueur le 08 juillet 2015 avec une entrée des locaux loués fixée au 15 juillet 2016 pour une durée de neuf années.

Le bailleur donne la possibilité au locataire de sous louer une partie des locaux dont il dispose dans les conditions prévues ci-dessous.

Le sous-locataire devra expressément respecter toutes les clauses de la présente ainsi que le règlement intérieur. De façon générale, le présent contrat de sous location ne peut conférer au sous-locataire plus de droits que le B.E.F.A. n'en accorde au locataire principal.

Le règlement intérieur peut être modifié et se substituera de plein droit au règlement joint à la présente tel qu'annexé.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

Ledit contrat de sous-location se décompte comme suit :

TITRE 1 - CONDITIONS GENERALES

Chapitre 1 - Description

- Article 1 - Objet
- Article 2 - Désignation des biens loués
- Article 3 - État des lieux
- Article 4 - Destination des biens loués
- Article 5 - Durée

Chapitre 2 - Charges et conditions

- Article 6 - Conditions générales de jouissance
- Article 7 - Travaux, installations et aménagements
- Article 8- Entretien
- Article 9 - Visite et surveillance des locaux
- Article 10 - Contributions, impôts et taxes
- Article 11- Assurances et recours
- Article 12 - Restitution des lieux

Chapitre 3 - Obligations financières

- Article 13 - Loyer
- Article 14 - Clause d'indexation
- Article 15 - Régime fiscal
- Article 16 - Contributions, impôts, taxes, dépenses et charges
- Article 17 - Intérêts de retard et frais de procédure
- Article 18 - Dépôt de garantie

Chapitre 4 - Autres obligations

- Article 19 - Clause résolutoire
- Article 20 - Tolérances
- Article 21 - Élection de domicile et juridiction

TITRE 2 - CONDITIONS PARTICULIERES

- Article 1 - Contrat de sous-location
- Article 2 - Désignation des biens loués
- Article 3- Destination des locaux
- Article 4- Durée et dates de référence
- Article 5- Régime fiscal
- Article 6- Loyer annuel

Article 7- Charges locatives (Taxe Foncière Incluse)
Article 8- Indexation
Article 9- Dépôt de garantie
Article 10- Annexe

TITRE 1 - CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1 - DESCRIPTION

ARTICLE 1 - OBJET.

Le locataire loue au sous-locataire susnommé qui l'accepte, les biens dont il est locataire, ci-après désignés aux conditions particulières. Le présent contrat doit respecter expressément l'ensemble des dispositions du B.E.F.A. auquel il doit se référer.

Il est régi par les articles 1714 à 1762 du Code Civil sur le louage d'immeuble sauf exceptions et dérogations exprimées dans les articles ci-après. Le bénéficiaire ne pourra par conséquent pas revendiquer le statut des baux commerciaux.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DES BIENS LOUES.

Le sous-locataire déclare bien connaître les lieux pour les avoir visités en vue des présentes, sans qu'il soit nécessaire d'en faire plus ample désignation que celle faite ci-après aux conditions particulières et les accepter, tels qu'ils existent, s'étendent et se comportent avec toutes les dépendances.

Les surfaces mentionnées aux conditions particulières étant données à caractère indicatif, le sous-locataire ne pourra demander aucune réduction de loyer pour cause de déficit dans les surfaces indiquées dont la différence, en plus ou en moins dans la limite de 5%, fera le profit ou la perte du locataire.

ARTICLE 3 - ÉTAT DES LIEUX.

Un état des lieux sera établi contradictoirement, à l'entrée dans les lieux du sous-locataire et aux frais de ce dernier, à la diligence de l'une ou l'autre des parties.

Si pour une raison quelconque cet état des lieux n'était pas dressé et notamment si le sous-locataire faisait défaut, les biens loués, objet des présentes, seront considérés comme ayant été donnés à contrat de location en parfait état.

ARTICLE 4 - DESTINATION DES BIENS LOUES.

Le sous-locataire utilisera les lieux dans le cadre de son activité et à l'usage exclusif précisé aux conditions particulières.

Cette destination ne devra faire l'objet d'aucun changement sans l'accord exprès et écrit du locataire.

Le sous-locataire déclare faire son affaire personnelle des autorisations qui seraient, le cas échéant, nécessaires à l'exercice de son activité dans les locaux loués, notamment agréments et autres.

Tout changement de destination doit être expressément et préalablement autorisé par le locataire, le cas échéant, il sera fait en sorte que ce dernier ne puisse être inquiété, ni même que la responsabilité de ce dernier ne puisse être recherchée à ce sujet.

L'immeuble donné en location est conforme à la réglementation applicable à la sécurité incendie et au classement de type droit du travail.

ARTICLE 5 - DUREE.

Le présent contrat de sous location est consenti pour la période du 1er juin 2024 au 30 juin 2025.

Le sous-locataire aura la faculté de donner congé, en avisant le locataire, au plus tard trois mois avant la date d'échéance.

Le contrat de sous-location pourra faire l'objet d'un renouvellement par voie d'avenant, sans toutefois que sa durée et son terme ne puissent excéder la durée et le terme du B.E.F.A.

En cas de cession ou résiliation ou fin anticipée du contrat principal le sous locataire ne pourra se prévaloir d'un droit ou titre d'occupation à l'encontre du propriétaire.

CHAPITRE 2 - CHARGES ET CONDITIONS

Le présent contrat de sous-location est fait aux charges et conditions ordinaires et de droit et à celles ci-après, que les parties s'obligent à exécuter.

ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES DE JOUISSANCE.

Le sous-locataire reconnaît que les lieux loués, objets des présentes, sont conformes à la destination prévue au contrat de location.

Le sous-locataire prend les lieux loués dans leur état actuel, tous les travaux d'installation et d'aménagement restant à sa charge, à l'exception des travaux prévus aux « conditions particulières ».

Le sous-locataire s'engage à user de la chose louée en bon père de famille paisiblement et conformément aux articles 1728 et 1729 du Code Civil.

Le sous-locataire ne pourra exiger du locataire aucune réparation à son entrée en jouissance ni pendant la durée du contrat de location et il devra assurer l'ensemble des réparations qui seraient nécessaires aux dits locaux pendant le cours du contrat de location, à l'exclusion des grosses réparations telles que prévues à l'article 606 du Code Civil défini comme suit :

« Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières, celui des digues et des murs de soutènement et de clôture aussi en entier. Toutes les autres réparations sont d'entretien incluant notamment celles liées à la vétusté. »

Et à l'exception également de celles prévues aux « conditions particulières ».

Le sous-locataire fera son affaire personnelle, dès la prise d'effet du contrat de location et pendant toute la durée du contrat de location, du maintien en conformité des locaux loués au regard de toutes les réglementations administratives et de police applicables à l'activité qui sera exercée dans les dits locaux.

Il fera en sorte que le bailleur et le locataire ne puissent être inquiétés, ni même que la responsabilité de ces derniers ne puisse être recherchée à ce sujet.

Le sous-locataire prendra toutes les précautions nécessaires pour que l'exercice de ses activités ne puisse nuire en quoi que ce soit à l'entretien, à la tranquillité, au bon aspect et à la bonne tenue des locaux loués et de l'immeuble.

Le sous-locataire veillera à ce que la tranquillité du site ou la jouissance paisible des autres occupants ne soit troublée en aucune manière, tant en raison de son activité qu'à l'occasion des livraisons, des visiteurs ou des allées et venues du personnel employé.

La signature du présent contrat de sous-location emporte adhésion au règlement intérieur du bâtiment «Technopôle de la Mer ». Il prendra toutes précautions et assumera toute responsabilité à ce sujet.

Le sous-locataire ne pourra poser ni plaque, ni enseigne, ni store ou réaliser une installation quelconque intéressant l'aspect extérieur de l'immeuble, sans l'accord préalable et écrit du locataire.

Le sous-locataire s'interdit en particulier d'introduire dans les lieux loués des matières inflammables, explosives ou dangereuses pour la sécurité de l'immeuble, sous quelque forme que ce soit, sauf accord express et préalable du locataire et dans le cas où l'activité du sous-locataire le nécessiterait.

Le sous-locataire veillera tout spécialement à ne pas imposer aux planchers une charge supérieure à leur résistance.

Il est expressément convenu que l'habitation dans les lieux loués est rigoureusement interdite, de jour comme de nuit.

Le sous-locataire ne pourra prétendre à aucune diminution de loyer ou quelconque indemnisation en cas de suppression temporaire ou réduction des services collectifs, et notamment des réseaux incluant par exemple : l'eau, le gaz, l'électricité ; défaut chaud ou froid, sauf carence ou défaut d'entretien des équipements normalement à la charge du locataire.

Le sous-locataire ne pourra rien déposer ni laisser séjourner dans les parties communes de l'immeuble qui devront toujours rester libres d'accès.

ARTICLE 7 - TRAVAUX, INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS.

Le sous-locataire s'engage à ne faire aucune modification, aucun changement de distribution, aucune démolition quelconque, aucune installation de machinerie, aucune construction de quelque nature que ce soit, sans le consentement préalable et écrit du locataire.

En cas d'inobservation de ces dispositions, le locataire se réserve le droit d'exiger le rétablissement immédiat des lieux loués dans leur état d'origine aux frais du sous-locataire, sans préjudice de la réparation des dommages éventuellement provoqués à cette occasion.

Afin d'obtenir l'autorisation d'exécuter les travaux, le sous-locataire communiquera au locataire tous documents relatifs aux installations ou travaux projetés tels que plans, notes techniques ou tout autre document que le locataire jugera nécessaire.

Les travaux, s'ils sont autorisés par le locataire devront être exécutés aux frais, risques et périls du sous-locataire sous la surveillance d'un architecte ou d'un bureau d'études techniques agréé, et dont les honoraires resteront à la charge du sous-locataire.

Le sous-locataire s'engage à supporter toutes les conséquences de ces travaux.

Il est convenu que l'autorisation du locataire et le contrôle de bonne fin des travaux par son représentant ne sauraient en aucune façon engager sa responsabilité, ni atténuer celle du sous-locataire tant à l'égard du bailleur et du locataire qu'à l'égard des tiers.

Le sous-locataire fera son affaire personnelle de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les juridiquement proches ou les tiers lors de la réalisation de ces travaux et souscrira toutes les assurances nécessaires à la réalisation desdits travaux.

Tous aménagements, embellissements et améliorations que le sous-locataire pourra faire dans les lieux loués deviendront à la fin du présent contrat de sous-location la propriété du locataire sans indemnité à sa charge.

En fin de jouissance, le locataire se réserve le droit d'exiger que les lieux soient remis dans l'état primitif, aux frais du sous-locataire, dans le cas où les travaux n'auraient pas été expressément autorisés par le locataire.

Le sous-locataire devra subir, sans pouvoir prétendre à une réduction de loyer ou à une quelconque indemnité, tous travaux que le bailleur ou le locataire seraient amenés à faire exécuter en cours de contrat de sous-location dans les lieux loués ainsi que dans l'immeuble dont ils dépendent, quelles qu'en soient la nature et la durée, par dérogation à l'article 1724 du Code.

Si, durant le contrat de sous-location, la chose louée a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être différées jusqu'à sa fin, le sous-locataire doit les souffrir, quelque inconvénient qu'elles lui causent, et quoiqu'il soit privé, pendant qu'elles le font, d'une partie de la chose louée.

Toutefois le locataire s'efforcera de prendre toutes les précautions utiles et nécessaires pour ne pas entraver l'activité du sous-locataire.

Le sous-locataire devra déposer, à ses frais et sans délai, tout coffrage, agencement, décoration, devanture, vitrine, plaque, enseigne, installation quelconque, dont l'enlèvement sera utile pour l'exécution de tous travaux d'immeuble.

ARTICLE 8 - ENTRETIEN.

Le sous-locataire sera tenu d'effectuer dans les locaux loués, pendant toute la durée du contrat de sous-location et à ses frais, tous travaux et réparations d'entretien, le nettoyage et en général toute réfection ou tout remplacement dès qu'ils s'avéreront nécessaires et pour quelque cause que ce soit.

Le sous-locataire devra entretenir à ses frais tous équipements spécifiques privatifs tels que climatisation, chauffage, ventilation et installation téléphonique, cette liste n'étant pas exhaustive, conformément aux normes en vigueur et les rendre en parfait état.

Le sous-locataire ne devra en aucun cas rien faire ou laisser faire qui puisse détériorer les locaux et il devra prévenir immédiatement le locataire de toute atteinte qui serait portée à la propriété et de toutes dégradations ou détériorations qui viendraient à se produire dans les locaux.

A défaut d'exécution des travaux énumérés ci-dessus à la charge du sous-locataire, ce dernier pourra se substituer au sous-locataire, après injonction demeurée quinze jours sans effet, et les faire réaliser par une entreprise de son choix, aux frais exclusifs du sous-locataire sans préjudice de tous frais de remise en état consécutif à des dommages causés par l'inobservation des dispositions de la présente clause.

ARTICLE 9 - VISITE ET SURVEILLANCE DES LOCAUX.

Pendant toute la durée du contrat de sous-location, le sous-locataire laissera le locataire ou ses mandataires visiter les locaux loués pour s'assurer de leur état et devra fournir à la première demande du locataire toutes justifications, qui pourraient lui être demandées, de la bonne exécution du contrat de sous-location.

Le sous-locataire laissera également pénétrer dans les lieux les ouvriers ayant à effectuer les travaux jugés utiles par le locataire.

Le sous-locataire laissera visiter lesdits locaux par le locataire, ses mandataires ou d'éventuels locataires, sous-locataires ou candidats acquéreurs en cas de résiliation du contrat de location ou en fin de contrat de location pendant la période de préavis et acceptera l'apposition d'écriteaux ou d'affiches aux emplacements convenant au bailleur et/ou locataire.

Ces visites auront lieu aux jours et heures ouvrés.

Le locataire devra tenir informé le sous-locataire de la date et l'heure de ces visites avec un préavis de 3 jours.

ARTICLE 10 - CONTRIBUTIONS, IMPOTS ET TAXES.

Le sous-locataire s'engage à acquitter ses contributions personnelles et toutes autres taxes propres à son activité, présentes et à venir.

Il s'engage à en justifier au locataire à tout moment et notamment lors de sa sortie des lieux en fin de contrat de sous-location.

Le sous-locataire s'engage à rembourser au bailleur et/ou locataire tous impôts, taxes et redevances afférents aux biens loués notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe foncière, ainsi que toutes nouvelles taxes afférentes aux biens loués pouvant être créées, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce puisse être.

ARTICLE 11 - ASSURANCES ET RECOURS.

Le sous-locataire assurera personnellement contre l'incendie, dégât des eaux, bris de glace, accidents et risques divers auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, outre les biens désignés au titre II du présent contrat de location, les aménagements qu'il aura pu apporter aux lieux loués, ses meubles, matériels et marchandises.

Il devra également couvrir le risque responsabilité civile du fait de son exploitation, le recours des juridiquement proches et des tiers.

Il acquittera régulièrement les primes ou cotisations et justifiera du tout à première demande du locataire en fournissant une attestation de sa compagnie d'assurances mentionnant la souscription et le paiement de la prime.

Le sous-locataire s'engage à communiquer au locataire tous éléments susceptibles d'aggraver le risque.

Le sous-locataire devra en outre prendre toutes dispositions pour que la sécurité incendie à l'intérieur des locaux, objet du présent contrat de location, soit conforme aux conditions prévues par les règlements en vigueur et aux règles appliquées par les compagnies d'assurances françaises.

Le défaut d'assurance pourra entraîner la résiliation du contrat de location aux torts exclusifs du sous-locataire.

ARTICLE 12 - RESTITUTION DES LIEUX.

Préalablement à tout enlèvement, même partiel, des mobiliers, matériels et marchandises, le sous-locataire devra avoir acquitté la totalité des termes de loyer et accessoires et justifier par présentation des acquits du paiement des contributions à sa charge, tant pour les années écoulées que pour l'année en cours.

Il devra rendre les lieux loués en bon état d'usage ou, à défaut, régler au locataire le coût des travaux de remise en état.

Il sera procédé, à la diligence de l'une ou l'autre des parties, à un état des lieux de sortie au plus tard le dernier jour du contrat de location après complet déménagement et avant la remise des clefs.

A défaut d'établissement de ce document de façon contradictoire, un huissier sera mandaté à cet effet par la partie la plus diligente à la charge exclusive du sous-locataire.

CHAPITRE 3 - OBLIGATIONS FINANCIERES

ARTICLE 13 - LOYER.

Le présent contrat de sous-location est consenti et accepté moyennant le loyer annuel hors taxes et hors charges, dont les modalités de versement sont précisées aux conditions particulières.

ARTICLE 14- CLAUSE D'INDEXATION.

Sans qu'il soit besoin d'aucune notification préalable, le montant du loyer sera assujéti à une indexation annuelle.

Il variera donc, chaque année au 1er juin par application de l'évolution de l'indice I.N.S.E.E. des loyers des activités tertiaires (I.L.A.T.) – échelon national. Le taux d'indexation applicable au loyer correspondra à l'évolution constatée entre l'indice de référence (N) retenu, soit le dernier indice publié à la date du 1^{er} juin et l'indice du même trimestre de l'année suivante, et ce chaque année.

Exemple : si la prise d'effet du contrat de location intervient le 1er juin de l'année de la signature , N sera le dernier indice publié à la date du 1er juin et N+1 sera l'indice publié pour le même trimestre l'année suivante.

Formule :

$$1^{\text{ère}} \text{ indexation : Loyer actualisé} \times \frac{\text{Indice (N+1)}}{\text{Indice N}} = \text{Loyer indexé (A)}$$

$$2^{\text{ème}} \text{ indexation : Loyer actualisé (A)} \times \frac{\text{Indice (N+2)}}{\text{Indice (N+1)}} = \text{Loyer indexé (B)}$$

La première indexation annuelle interviendra donc le 1er juin de l'année suivante et ainsi de suite.

En cas de modification dans la publication de l'indice I.L.A.T., les parties conviennent de se référer à l'indice légal de remplacement.

A défaut d'indice légal de remplacement, il sera fait application de l'indice le plus juridiquement proche parmi ceux existants alors et applicables.

- A défaut pour les parties de se mettre d'accord sur cet indice le plus juridiquement proche dans un délai de trois (3) mois à compter de la date à laquelle l'une des deux parties aura proposé à l'autre, par écrit, un tel indice, un expert sera désigné, à la demande de la partie la plus diligente, par le Tribunal de Grande Instance du lieu de situation de l'immeuble avec pour mission de déterminer l'indice le plus juridiquement proche de l'indice disparu.

L'expert ainsi désigné devra faire connaître l'indice choisi dans un délai de trois (3) mois à partir de la date à laquelle il aura été saisi, et ce, au moyen d'une lettre recommandée adressée à chacune des parties aux présentes.

La lettre recommandée au moyen de laquelle l'expert aura fait connaître le nouvel indice choisi sera annexée au contrat de location à tous ses avenants ultérieurs pour former le contrat de location des parties et s'exécuter comme telle.

Les honoraires et frais de l'expert et de sa désignation seront supportés par le sous-locataire.

ARTICLE 15- REGIME FISCAL.

Le loyer et toutes les charges et accessoires du contrat de location s'entendent hors taxes sur la valeur ajoutée (T.V.A.).

Le locataire déclare opter pour la T.V.A. et le sous-locataire s'engage en conséquence à acquitter entre les mains du locataire le montant de la T.V.A. ou de toute autre taxe nouvelle complémentaire ou de substitution au taux légalement en vigueur au jour de chaque règlement.

ARTICLE 16- CONTRIBUTIONS – IMPOTS – TAXES – DEPENSES ET CHARGES.

Le sous-locataire sera soumis aux catégories de charges, impôts, taxes et redevances liés au présent contrat de location. Il est expressément convenu que l'ensemble de ces charges tiendront compte en tout état de cause des dispositions du B.E.F.A.

La terminologie « charges » au titre du présent contrat de sous-location relève de l'occupation par le sous-locataire des locaux suivants :

- Les parties privatives (bureaux, etc...),
- Les parties communes « privatisées » occupées à usage exclusif (couloirs, etc...),
- Les parties communes utilisées temporairement dans un cadre forfaitisé (salles de réunions, showroom, etc...).

L'ensemble de ces lieux font l'objet de plans ci-annexés au présent contrat de location.

En cours de contrat de location et à la demande du locataire, le locataire informera le sous-locataire des charges, impôts, taxes et redevances nouveaux.

Le locataire entend recevoir un loyer net de tous impôts, taxes, redevances, charges et dépenses, à la seule exception des dépenses, charges, impôts, taxes et redevances liés au contrat de location restant à la charge du locataire.

Dès lors, le sous-locataire acquittera l'ensemble des charges, taxes, impôts, redevances et dépenses afférents aux locaux loués, à la seule exception de ceux restant à la charge du locataire aux termes du présent contrat.

Le sous-locataire devra justifier au locataire, sur sa demande, du paiement de tous impôts et taxes qu'ils lui sont imputés aux termes des présentes et de l'Inventaire. Si, pour une raison quelconque, les locaux loués sont imposés au nom du locataire, le sous-locataire s'oblige d'ores et déjà à rembourser, à première demande du locataire, tout montant éventuellement acquitté par ce dernier mais mis à la charge du sous-locataire aux termes des présentes.

Nonobstant ce qui précède, le locataire appellera directement auprès du sous-locataire le règlement des impôts, taxes et contributions qui sont imputés à ce dernier en application des présentes. Ces charges, taxes, impôts et dépenses seront remboursés par le sous-locataire au locataire sur présentation des avis d'impositions et des justificatifs de paiement effectués par le locataire.

ARTICLE 17 – INTERETS DE RETARD ET FRAIS DE PROCEDURE.

Le sous-locataire devra rembourser au locataire les frais motivés.

ARTICLE 18 - DEPOT DE GARANTIE.

Pour garantir l'ensemble des obligations lui incombant au titre du contrat de sous-location et notamment le règlement des loyers et des charges, le sous-locataire verse au jour de la prise d'effet du contrat de location, au locataire un dépôt de garantie représentant trois (3) mois de loyer hors taxes et hors charges.

Le dépôt de garantie sera conservé par le locataire et ne sera pas productif d'intérêts au profit du sous-locataire.

Le locataire aura le droit de prélever, en cours de contrat de sous-location, sans formalité sur ledit dépôt le montant des loyers échus et non réglés ainsi que toute autre somme exigible à un titre quelconque, auquel cas le sous-locataire sera tenu de compléter à première demande le dépôt de garantie pour le maintenir toujours égal au nombre de termes de loyer convenus (non indexé).

Le locataire exercera sur le dépôt de garantie toutes les prérogatives dont dispose le créancier nanti, conformément aux articles 2355 et suivants du Code Civil.

En cas de cession du contrat de sous-location, les sommes détenues de ce chef par le locataire seront restituées au cédant après imputation de toutes sommes éventuellement dues par celui-ci, permettant ainsi d'arrêter les comptes entre le cédant et le locataire. Le cessionnaire devra verser au locataire le jour de la cession, le montant du dépôt de garantie dû en exécution du contrat de location, à peine d'inopposabilité de la cession et de résiliation du contrat de sous-location.

En cas de résiliation du contrat de sous-location par suite d'inexécution par le sous-locataire de ses engagements ou pour une cause quelconque imputable au sous-locataire, le dit dépôt restera acquis au locataire le jour de la cession, le montant du dépôt restera acquis au

locataire à titre de premier dédommagement sans préjudice de plus amples dommages-intérêts.

Cette somme sera rendue au sous-locataire en fin de location après remise des clefs au locataire, paiement de tous les loyers et charges, de même que toute somme dont il pourrait être débiteur envers le locataire ou dont celui-ci pourrait être rendu responsable par le fait du sous-locataire à quelque titre que ce soit.

Lors du départ du sous-locataire, pour quelque cause que ce soit, le dépôt de garantie s'imputera par priorité sur le montant des réparations dû par le sous-locataire.

CHAPITRE 4 – AUTRES OBLIGATIONS

ARTICLE 19 - CLAUSE RESOLUTOIRE.

Il est expressément stipulé qu'à défaut de paiement d'un seul terme ou fraction de terme de loyer à son échéance, de toute somme due en vertu du présent contrat de sous-location, ou en cas d'inexécution d'une seule des conditions du contrat de sous-location, et un mois après mise en demeure restée sans effet contenant déclaration par le locataire de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, le contrat de location sera résilié de plein droit si bon semble au locataire.

Si au mépris de cette clause, le sous-locataire refusait de quitter les lieux, il y serait contraint en exécution d'une ordonnance rendue par le Président du Tribunal de Grande Instance du lieu de situation de l'immeuble, statuant en référé qui, après avoir constaté la résolution du contrat de location, prononcerait l'expulsion du sous-locataire sans délai.

Tous les frais de commandement, de procédure et de contentieux engagés par le locataire à l'encontre du sous-locataire, seront à la charge du sous-locataire et facturés de plein droit lors du terme suivant.

Cette clause constitue une condition essentielle et déterminante du présent contrat de sous-location, sans laquelle il n'aurait pas été consenti.

ARTICLE 20 - TOLERANCES.

Toute tolérance relative aux respects des clauses et conditions du contrat de sous-location ne peut en aucun cas être considérée, quelle qu'en soit la fréquence ou la durée, comme une renonciation de l'une ou l'autre des parties à faire valoir ses droits.

ARTICLE 21 - ÉLECTION DE DOMICILE ET JURIDICTION.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- le locataire en son siège social,
- le sous-locataire en son siège social.

Les parties conviennent que toutes les contestations relatives au présent acte seront soumises à la juridiction compétente du lieu de l'implantation du site.

TITRE 2 - CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 1 – CONTRAT DE SOUS-LOCATION.

Dans cette seconde partie, seuls sont repris les articles des conditions générales qui sont complétés ou modifiés en vue de leur application au présent contrat.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES BIENS LOUES

Les locaux loués sont situés dans l'immeuble désigné « bâtiment du Technopôle de la Mer » sur 4 niveaux, édifié sur les parcelles cadastrées section BH n°131 et 127, 93 Forum Méditerranée 83190 OLLIOULES.

Les locaux présentement loués au 1^{er} étage dans cet immeuble disposent d'une superficie globale de 71,27 m².

ARTICLE 3 – DESTINATION DES LOCAUX

Les locaux loués sont à usage exclusif de bureaux.

Le sous-locataire utilisera les lieux loués uniquement dans le cadre de l'exercice de son activité et pour lequel il a été accepté au sein de la Technopôle de la Mer à savoir : conseil et assistance pour le développement et l'optimisation des outils de communication internes et externes des entreprises.

Dès l'entrée en vigueur du présent contrat, le sous-locataire est habilité à pénétrer, sous sa seule responsabilité, dans les lieux pour procéder aux aménagements intérieurs. Tous les travaux de personnalisation et d'aménagement supplémentaires sont supportés et réalisés par le preneur et doivent, préalablement à leur lancement, obtenir l'accord de la Métropole TPM.

En matière de sécurité, l'accès du bâtiment est assuré par:

- Un accueil physique aux heures de présence de l'agent d'accueil soit : 9 h 00 à 16 h 30 (sauf pose méridienne de 30 minutes),
- Un contrôle d'accès extérieur / intérieur Sud et Nord (en dehors des heures d'ouverture de l'accueil),
- Un contrôle d'accès à l'entrée de chaque niveau des plateaux bureaux, les bureaux étant équipés de serrures à clés.

Pour les besoins de son activité, le preneur aura la faculté de prendre les mesures nécessaires pour renforcer la sécurité des lieux faisant l'objet du présent contrat.

L'occupation des bureaux est soumise aux conditions générales et particulières définies par le présent contrat ainsi qu'aux dispositions du présent article.

Le bénéficiaire s'engage à s'y conformer.

ARTICLE 4 – DUREE ET DATES DE REFERENCE

Le présent contrat de sous-location est consenti pour la période du 1er juin 2024 au 30 juin 2025.

Les biens loués seront mis à disposition à compter du 1er juin 2024.

D'un commun accord, ce contrat de sous-location pourra être reconduit pour une nouvelle période déterminée conjointement et expressément. Dans cette hypothèse, un avenant établira les nouvelles modalités de ce renouvellement sans toutefois que sa durée ne puisse excéder la durée et le terme du B.E.F.A.

ARTICLE 5 – REGIME FISCAL

La Métropole tpm a opté pour l'assujettissement de ses loyers et prestations à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (T.V.A.) conformément à l'article 260.2° et 261 D 2° du Code Général des Impôts.

Le loyer et les charges locatives se trouveront automatiquement assujettis à la T.V.A. aux taux en vigueur lors de leur échéance.

ARTICLE 6 – LOYER ANNUEL

Le montant net du loyer annuel du local (3 bureaux : 44,18 m² + 13,67m² + 13,42 m² = 71,27 m²) sera de 237,60 euros / m² /an hors T.V.A., soit 16 933,75 € hors T.V.A., par conséquent 1 411,14 € hors T.V.A. par mois, montant établi selon l'indice I.L.A.T. du 3^{ème} trimestre 2023.

Le règlement intérieur fixe ce qui relève du loyer et des charges.

Le montant du loyer fera l'objet d'une indexation annuelle calculée sur l'indice du coût de la construction publiée trimestriellement par l'I.L.A.T.

L'indexation jouera de plein droit sans qu'il soit besoin d'une notification préalable.

Le loyer sera payable d'avance mensuellement (terme à échoir).

ARTICLE 7 – CHARGES LOCATIVES (Taxe foncière incluse)

Le règlement intérieur ainsi que le présent contrat de sous-location fixent ce qui relève du loyer et des charges.

Les charges prévisionnelles des bureaux sont évaluées à 45 € /m² / an H.T. soit 3 207,15 € hors taxes par an, soit 267,26 H.T. par mois .

ARTICLE 8 – INDEXATION

Indice de base : Indice I.L.A.T. du 3^{ème} trimestre 2023, valeur du point 132,15 publié au Journal Officiel le 22 décembre 2023 avec une date de révision au 1er juin de chaque année.

ARTICLE 9 – DEPOT DE GARANTIE

Le dépôt de garantie est fixé à 4 233,43 € correspondant à trois mois de loyer des locaux, hors taxes non productif d'intérêt. Le dépôt de garantie sera versé dans un délai d'un mois après la prise d'effet du contrat. Il sera, le cas échéant ajusté à chaque évolution des surfaces occupées.

Le dépôt de garantie sera remboursé au départ du sous-locataire après remise des clefs et justification du paiement de toutes les sommes dues par lui à la Métropole TPM .

ARTICLE 10 – ANNEXE

- Règlement intérieur,
- Un plan du 1^{er} étage.

Les documents annexés font partie intégrante du présent contrat. En cas de contradiction, le contrat prévaut sur les documents annexés.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu lecture.

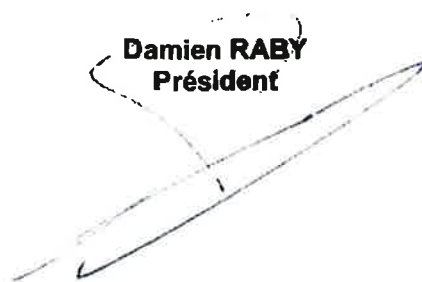
Fait à TOULON en deux exemplaires, dont un exemplaire original remis au sous-locataire.

Le locataire
Métropole Toulon Provence Méditerranée



Jean-Pierre GIRAN
Président *

Le sous-locataire
Société NAVIRIS France


Damien RABY
Président

Règlement intérieur Base Terrestre du Technopôle de la Mer

PREAMBULE : Le Technopôle de la Mer

1er Science Park en Europe centré sur les domaines de la sécurité et sûreté maritime et du développement durable reposant sur les Hautes Technologies marines et sous-marines en lien avec le **Pôle de Compétitivité à vocation mondiale MER** dont les domaines d'activités sont:

- Sécurité et Sûreté Maritime
- Naval et Nautisme,
- Ressources énergétiques et biologiques marines
- Environnement et aménagement du littoral

Le Technopôle de la Mer accueillera des entreprises technologiques, le pôle de compétitivité Mer Méditerranée et des structures liées à d'autres pôles de compétitivité issues de filières technologiques régionales connexes de celles du Pôle Mer.

Au sein du Technopôle de Mer, la Base Terrestre constitue le lieu d'accueil et d'accompagnement des projets innovants, il assure la fonction d'accueil et d'orientation des visiteurs, d'incubateur pour des entreprises technologiques en création à travers la plateforme Sealab.

Une partie du bâtiment est réservé à l'accueil du pôle Mer Méditerranée et d'entreprises technologiques de premier rang pour la partie hôtel d'entreprises.

Il constitue ainsi l'un des équipements de mutualisation et de développement de l'innovation essentiel au futur « Technopôle de la Mer » et jouera un rôle moteur pour la création et le développement de nouvelles activités.

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet :

Le règlement intérieur de la Base Terrestre du Technopôle de la Mer à Ollioules, a été établi à destination des sous locataires du bâtiment et des personnes qui leurs sont contractuellement liées. Il a pour objet de :

- Définir les « parties privatives » affectées à l'usage exclusif de chaque occupant et les « parties communes » à l'usage indivis des occupants ;
- Définir les espaces qui composent le bâtiment et particulièrement les espaces mis à disposition des occupants ;
- Etablir les droits et obligations des occupants tant dans les parties communes que dans les parties privatives ;
- Fixer les règles nécessaires à la bonne administration du bâtiment ;
- Définir les différentes catégories de charges, en distinguant celles afférentes à la conservation, à l'entretien et à l'administration du bâtiment, celles relatives au fonctionnement et à l'entretien des éléments d'équipement communs et celles relevant de chaque service collectif ;
- Préciser les conditions dans lesquelles le présent règlement pourra être modifié.

Les occupants devront, après en avoir pris connaissance, respecter et exécuter ledit règlement qui s'impose à eux.

Il servira de règlement d'occupation et de jouissance aux occupants des lots désignés ci-après pour l'exercice de leurs droits et obligations quant aux locaux dont ils auraient la jouissance. Et ce, tant en ce qui concerne :

- l'usage des choses communes générales ou particulières,
- les parties privatives,
- la répartition des charges correspondantes leur incombant : en ce qui concerne les frais et dépenses d'entretien, les assurances et généralement pour toutes questions auxquelles il a été renvoyé au règlement.

Le présent règlement sera notifié à chaque occupant et affiché à l'accueil en rez de chaussée du bâtiment.

1.2 Désignation

Les locaux, objet du présent règlement intérieur et désignés sous le nom « Base Terrestre » sont composés d'un immeuble bureau édifié sur les parcelles cadastrées section BH n° 131 et n° 127, sises lotissement Technopôle de la Mer – 93 Forum Méditerranée - Espace Ollioules à Ollioules.

Ces locaux sont divisés en espaces communs et privatifs.

1.3 Description générale

Le bâtiment « Base Terrestre » d'une superficie totale d'environ 2174 m² est édifié sur 4 niveaux selon le plan ci-joint (Plans P.C) :

- Au rez de chaussée dit espace commun d'animation : l'accueil, un showroom, des salles de réunion et des locaux techniques;
- Aux étages (3 niveaux) : des parties communes (des espaces de circulation - couloirs, escaliers, ascenseur - des blocs sanitaires) et des espaces privatifs composés de bureaux intégrant pour certains des blocs sanitaires.

1.4 Définition des parties privatives

Chaque espace est affecté à l'usage exclusif de l'occupant (sous-locataire) de l'espace considéré, et comme tel, constitue une « partie privative ».

Il en est de même pour les accessoires desdits locaux, tels que, notamment :

- les éventuels revêtements de sol ;

- les parties apparentes des plafonds et faux plafonds à l'exception du gros œuvre qui constitue une « partie commune » ;
- les éventuelles cloisons intérieures et leurs portes ;
- les portes, les fenêtres, les stores, les appuis de fenêtre ;
- les enduits des gros murs et cloisons séparatives ;
- les réseaux intérieurs des installations de chauffage avec leurs appareils ;
- les installations sanitaires, électriques et informatiques.

et en résumé, tout ce qui est inclus à l'intérieur de l'espace au moment de l'état des lieux, la présente désignation n'étant qu'énonciative et non limitative.

ARTICLE 2 : REGLEMENT

2.1 Destination des espaces communs

En application des objectifs de soutien aux pôles de compétitivité et aux entreprises innovantes, un espace commun d'animation et de travail est ouvert par la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée au rez de chaussée de la Base terrestre du Technopôle de la Mer sur Ollioules dont les principes de fonctionnement et les modalités d'organisation de cet espace sont définis dans le présent règlement.

Ainsi, l'accès au rez-de-chaussée de la Base terrestre du Technopôle de la Mer est accordé en contrepartie de l'engagement des occupants à exercer leur activité dans un cadre défini par les principes suivants :

- croisement des disciplines,
- participation à la dynamique du Technopôle de la Mer.

2.2 Usage des parties privatives

Les parties privatives sont les espaces définis dans les contrats de location (titre 2 –Article 2).

ARTICLE 3 : FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN DE LA BASE TERRESTRE

Les locaux de la Base Terrestre sont gérés par la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée.

3.1 Les interlocuteurs des entreprises hébergées

Service animation et gestion des zones d'activité et pépinières et accompagnement des entreprises et pôles de compétitivité

Direction du Développement Economique

Pôle Economie Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée

3.2 Accueil des entreprises

A son arrivée, l'entreprise est accueillie par le personnel de TPM pour régler tous les aspects de son installation dans les locaux et effectuer les formalités administratives :

1. dépôt obligatoire des documents ci-dessous :
 - α copie des statuts de la société hébergée ;
 - α extrait K-Bis ;
 - α attestation d'assurance des locaux qu'elle occupera ;
 - α RIB de la société locataire
2. signature des documents suivants :
 - α contrat de sous location;
 - α état des lieux d'entrée ;
 - α règlement intérieur ;
 - α tarifs des services communs ;
 - α tableau des dépôts de garantie ;
 - α reçu des badges, clés, télécommandes....

Toute clé ou télécommande perdue sera facturée au locataire.

Equipements nécessaires à l'installation dans la Base Terrestre :

- a le ou les badges des espaces loués et de l'accès parking ;
- a les clés des bureaux de l'occupant.

Il sera établi, en présence de l'occupant, un état des lieux d'entrée dans les locaux.

3.3 Règles de fonctionnement du bâtiment

3.3.1. Accès au bâtiment

L'accès aux ressources et locaux communs (accueil, showroom, salles de réunion) est soumis à autorisation de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE après acceptation des conditions tarifaires. Cet accès est interdit au public en dehors des heures d'ouverture affichées à l'accueil, sauf de façon exceptionnelle, sous réserve d'autorisation préalable de TPM et sous l'entière responsabilité de l'utilisateur quant aux dégradations, vols et dommages qui pourraient survenir, y compris dans les parties communes.

Chaque occupant de la Base Terrestre accède, sans restriction d'horaire, aux locaux désignés dans le bail qui le lie à TPM.

3.3.2. Sécurité incendie

Le bâtiment comporte les équipements de sécurité incendie dont la conformité relève de la compétence du propriétaire.

Sous la responsabilité du propriétaire du bâtiment, des contrôles de bon fonctionnement de ces équipements sont réalisés régulièrement ainsi qu'un exercice d'évacuation du bâtiment.

3.3.3. Stationnement des véhicules

Des places de stationnement affectées à la Base Terrestre sont louées dans un parking silo à proximité du bâtiment. Le stationnement des véhicules en dehors de ces places de parking est strictement interdit car il constitue une gêne pour les livraisons.

Chaque entreprise locataire de la Base Terrestre à laquelle il a été attribué une ou plusieurs places de stationnement doit les utiliser en priorité. Dans le cas où ces places ne suffisent pas, les places supplémentaires peuvent être louées. En aucun cas, elle ne peut utiliser d'autres places attribuées sauf accord préalable et express du propriétaire.

Des emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite sont matérialisés.

3.3.4. Entretien

Le nettoyage des extérieurs et des parties communes intérieures sont sous la responsabilité du locataire (Association Syndicale Libre "ASL Technopôle de la Mer - Espace d'Ollioules" pour les extérieurs et la communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée pour les parties communes) et mis à la charge des occupants.

Il est demandé aux occupants de respecter la propreté des lieux.

3.4 Les services

3.4.1. Téléphonie

La Base Terrestre n'étant pas équipée d'un autocommutateur téléphonique, il appartient à chaque entreprise locataire de choisir son matériel et son fournisseur d'accès au réseau de télécommunication et Internet.

3.4.2. Showroom, salles de réunion et matériel de prêt du rez-de-chaussée (Cf. plan en annexe)

Le rez-de-chaussée constitue un espace commun d'animation (organisation de réunions, d'événements, ... en lien avec l'activité des pôles de compétitivité et des entreprises. Cet espace comprend un showroom, des salles de réunion et des locaux techniques.

Le showroom et les salles de réunion sont accessibles sur réservation à l'accueil et par ordre d'inscription. Du matériel multimédia est également disponible dans le showroom et la salle de réunion (par réservation).

Il est demandé aux utilisateurs de ces salles de les remettre en état après utilisation sous leur responsabilité, le nettoyage ne pouvant être effectué après chaque utilisation.

Il convient donc, après utilisation, de ranger les chaises, essuyer les tables, éteindre les lumières, éteindre les matériels de projection, fermer les portes et fenêtres. Les utilisateurs qui ne respecteraient pas ces consignes ne bénéficieront plus de ce service.

ARTICLES 4 : Notes d'information

Des notes d'information sont régulièrement diffusées auprès des entreprises hébergées. Elles concernent des modalités de fonctionnement du bâtiment ou des informations reçues par l'accueil du site et jugées intéressantes pour les entreprises (salons, opportunités diverses).

ARTICLE 5 : Opposabilité aux tiers

Le présent règlement et les modifications qui pourraient y être apportées seront, à compter de leur notification aux locataires de la Base Terrestre ou de leur affichage au rez de chaussée du bâtiment, opposables à ces derniers ainsi qu'à toute personne avec lesquelles ceux-ci ont des liens contractuels (fournisseurs, clients, visiteurs, etc..).

Ce même règlement sera également opposable à tout utilisateur de l'un ou l'autre des services ou espaces proposés sur le site de la Base Terrestre, dès affichage du règlement dans les locaux.

ARTICLE 6 : Indivisibilité – Solidarité

Les obligations de chaque occupant ou utilisateur des services du site sont indivisibles à l'égard de la Communauté d'Agglomération TOULON PROVENCE MEDITERRANEE laquelle pourra, en conséquence, exiger leur pleine et entière exécution de n'importe lequel des représentants de l'occupant ou de l'utilisateur des services du site.

Document rendu exécutoire par délibération ../../... du Conseil Communautaire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE du ../../2016.

Fait à Toulon, le

Parapher chaque page

Signature et cachet de l'occupant précédé du nom et de la fonction de son représentant en toutes lettres et de la mention manuscrite « lu et approuvé »

ANNEXES :

- Plan

Greffé du Tribunal de Commerce de Toulon

140 Boulevard Maréchal LECLERC

CS 30509

83041 TOULON CEDEX CEDEX

N° de gestion 2020B00381

Extrait Kbis**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

à jour au 11 juillet 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	881 599 765 R.C.S. Toulon
<i>Date d'immatriculation</i>	13/02/2020
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	Naviris France
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
<i>Capital social</i>	100 000,00 Euros
<i>- Mention n° F21/017540 du 06/08/2021</i>	Décision de non-dissolution de la société malgré des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social du fait des pertes constatées par décision en date du 30/03/2021.
<i>Adresse du siège</i>	Technopôle de la Mer 199 avenue Pierre-Gilles de Gennes 83190 Ollioules
<i>Activités principales</i>	Conception, étude, développement, fabrication, installation, réalisation d'essais et évaluations techniques, vente, location, exploitation, maintenance, démantèlement, recyclage de toutes infrastructures utilisées dans les activités de défense (navales et aéronavales), sous-traitance des activités ci-dessus, étude, réalisation de prestations de logistique, de travaux et services relatifs aux activités ci-dessus, recherche, étude scientifique et technique, obtention, acquisition, exploitation, cession de droit de propriété intellectuelle.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 13/02/2119
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**Président**

<i>Dénomination</i>	Naviris S.p.A.
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée
<i>Adresse</i>	Viale Brigata Bisagno 45/r 16129 Genes (Italie)
<i>Personne ayant le pouvoir de diriger, gérer ou engager à titre habituel</i>	
<i>Nom, prénoms</i>	RABY Damien
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 19/09/1968 à Troyes (10)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	Via San Giuliano 24/3 16129 Genes (Italie)

Directeur général

<i>Nom, prénoms</i>	BONETTI Enrico
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 17/04/1957 à Gênes (Italie)
<i>Nationalité</i>	Italienne
<i>Domicile personnel</i>	Viale Brigata Bisagno 45/R 16129 Gênes (Italie)

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	ERNST & YOUNG AUDIT
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée à capital variable
<i>Adresse</i>	-PARIS LA DÉFENSE 1 1-2 PLACE DES SAISONS 92400 Courbevoie
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	344 366 315 RCS Nanterre

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	Technopôle de la Mer 199 avenue Pierre-Gilles de Gennes 83190 Ollioules
<i>Nom commercial</i>	Naviris France

Greffé du Tribunal de Commerce de Toulon

140 Boulevard Maréchal LECLERC

CS 30509

83041 TOULON CEDEX CEDEX

N° de gestion 2020B00381

Activité(s) exercée(s)

Conception, étude, développement, fabrication, installation, réalisation d'essais et évaluations techniques, vente, location, exploitation, maintenance, démantèlement, recyclage de toutes infrastructures utilisées dans les activités de défense (navales et aéronavales), sous-traitance des activités ci-dessus, étude, réalisation de prestations de logistique, de travaux et services relatifs aux activités ci-dessus, recherche, étude scientifique et technique, obtention, acquisition, exploitation, cession de droit de propriété intellectuelle.

Date de commencement d'activité

07/02/2020

Origine du fonds ou de l'activité

Création

Mode d'exploitation

Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT